

Bonne Année !



Avant d'évoquer les turbulences de la fin de 2008 et leurs conséquences pour 2009, je voudrais, au nom de l'ensemble des élus de notre ville, vous présenter des vœux sincères de bonne et heureuse année pour vous-même et tous ceux qui vous sont chers. J'ajouterai pour notre bassin montluçonnais des souhaits de solidarité renforcée, car l'année 2008 s'achève sur fond de difficultés et d'inquiétudes.

Puisse l'année nouvelle gommer progressivement les effets pervers d'un ultra libéralisme débridé et promouvoir, grâce à la pression des Etats, les tables de la loi d'un ordre économique plus juste et vertueux.

Il ne sert à rien d'opposer les vieilles lunes qui autrefois prévalaient en matière économique dans les deux grands blocs politiques ; il faut, au contraire et sans nostalgie, admettre que le marché n'est ni une calamité, ni la panacée, mais une mécanique de plus en plus complexe **qu'il convient de contrôler.**

Le marché, vecteur de développement

Ce qui vient de se produire démontre avec force que le marché, formidable vecteur de développement pour tous, ne doit pas devenir une jungle ouverte à toutes les turpitudes, mais au contraire un espace transparent qui respecte la morale des nations et la dignité des peuples.

Ce n'est pas être naïf que d'espérer un nouvel ordre économique prohibant le travail des enfants et assurant avec vigueur le contrôle des flux financiers, c'est au contraire avoir la volonté d'encadrer l'avenir de la mondialisation afin d'éviter des catastrophes planétaires. Au reste, la meilleure chance de réussite de cette nouvelle gouvernance mondiale - aujourd'hui attendue - réside dans le fait qu'elle vient prioritairement au secours, non pas des Etats les plus pauvres, mais des pays les plus riches.

Il est évident que la vulnérabilité brutalement révélée des Etats-Unis va booster cette prise de conscience internationale sur **la nécessité de moraliser le marché.**

L'Europe a joué un rôle déterminant

Bien évidemment, l'Europe qui, dans l'urgence, a joué sous l'impulsion de la présidence française un rôle déterminant dans la maîtrise de la crise, doit maintenir sa

capacité d'intervention et s'affirmer comme un acteur important de l'émergence d'un monde nouveau.

Ainsi, particulièrement impliquée, la France devrait conduire dans les semaines et les mois prochains une double démarche : **la relance, et la réforme.**

La relance parce qu'il est indispensable de soutenir immédiatement notre tissu économique pour contrer la déflation ; la réforme car il est incontournable de traiter l'état calamiteux de nos finances publiques, caractérisées par une dette de 66% du PIB qui plombe les marges de manœuvre de notre pays.

Relance et réforme

Si la relance est bien engagée et reçoit l'assentiment de tous, la réforme s'avère, comme toujours dans notre pays, plus difficile à mettre en œuvre.

La révision générale des politiques publiques (RGPP) comme la réforme des territoires confiée à Edouard Balladur se heurtent parfois à la culture de l'immobilisme, voire à certains corporatismes.

Et pourtant, le spectre d'une crise internationale devrait convaincre le plus grand nombre de la nécessité de s'adapter aux réalités de la mondialisation et de donner à la France les moyens d'affronter la concurrence.

Dans cet esprit, je forme le vœu que 2009 favorise les évolutions qui s'imposent à notre société. A cet égard, Etat et collectivités locales doivent notamment s'appliquer à répondre à trois questions :

- Comment maîtriser la fiscalité ?
- Comment assurer une bonne lisibilité de l'action des uns et des autres ?
- Comment organiser une bonne représentation des territoires au sein des assemblées locales ?

En effet, nul besoin d'être « accro » aux nouvelles technologies pour comprendre que la France doit vivre avec son temps et ne pas figer son organisation politique et administrative dans des schémas qui datent de la diligence ou du télégraphe.

A titre d'exemple, il est évident que l'actuel périmètre des cantons n'a pas intégré les réalités nouvelles de l'intercommunalité.

Comment adapter et maîtriser la fiscalité si l'on ne prend pas en compte la création ces dernières années de nouvelles structures politiques telles que les communautés de communes, d'agglomération ou la Région ?

Reste que, si l'intercommunalité ou la dimension régionale sont indubitablement pertinentes, elles ne doivent pas générer un millefeuille politico-administratif, indigeste pour le contribuable.

A l'instar de la loi que nul n'est censé ignorer mais qui devient abstraite pour le plus grand nombre eu égard au foisonnement des textes et qu'il faut régulièrement dépoussiérer, il devient urgent de repenser à tous égards - fiscalité, efficacité, lisibilité... - le millefeuille. L'opportunité de la réforme de l'Etat actuellement engagée ne ferait qu'enrichir la réflexion...

L'Agglomération Montluçonnaise a déjà apporté quelques réponses

Sans forfanterie, il est permis de dire que notre agglomération montluçonnaise a déjà apporté quelques réponses, d'une part en associant étroitement toutes les communes et leurs sensibilités politiques à l'exécutif communautaire et, d'autre part, en mutualisant au maximum les ressources humaines et matérielles de la communauté.

Cette volonté partagée nous a permis de diminuer puis maîtriser depuis 8 ans la fiscalité, et de réaliser ensemble, dans le respect des compétences bien établies de chaque collectivité, les infrastructures et équipements nécessaires à notre agglomération.

Nous avons progressé extrêmement vite - fort heureusement car aujourd'hui les choses seraient hélas bien différentes - dans nombre de domaines qui traduisent un authentique renouveau de notre bassin montluçonnais. La métamorphose économique des zones de la Loue et Châteaugay, la création du centre aquatique, du stade, du conservatoire, de la cité administrative, l'arrivée de nouvelles entreprises telles que Dagard ou **Promat** l'obtention de 123 millions d'euros pour l'ANRU... constituent autant de réussites qu'il faut porter au crédit d'une politique communautaire forte de la transparence et du consensus.

Tel ne fut pas toujours le cas dans notre bassin montluçonnais...

Il nous reste beaucoup à entreprendre

Cette dynamique, il nous faut la conforter malgré les difficultés du moment, car il nous reste beaucoup de choses à entreprendre.

En effet, je souhaiterais, après avoir lancé voire déjà réalisé les chantiers les plus urgents, que l'on

programme de nouvelles démarches intéressant à la fois la ville, l'agglomération et le pays de la vallée de Montluçon et du Cher : l'aménagement des rives du Cher, la réhabilitation du canal, la construction d'un boulodrome pour les clubs du pays, la constitution d'un musée de l'industrie... sont autant de projets qui s'offrent à ce nouveau mandat.

Enfin, 2009 consacrera dans quatre quartiers de la ville les formidables transformations liées à l'ANRU et la zone Saint-Jacques devrait connaître les premiers aménagements destinés à fixer, en symbiose avec le boulevard de Courtais et l'avenue de la République, une plateforme commerciale importante en centre ville.

La rive droite verra le début des travaux d'aménagement des trois places ainsi que le premier chantier de restauration de Méchain et Charnisay.

L'année 2009 sera donc une année encore riche en transformations et améliorations de notre cité. Heureusement, tous ces travaux largement subventionnés vont permettre de faire tourner, dans nombre de domaines, l'économie locale durant cette période sensible.

Nous devons nous montrer solidaires

Reste que nous devons plus que jamais nous montrer solidaires, car la crise internationale ne sera pas sans effet sur certaines de nos entreprises. Solidaires également car la discussion engagée sur la création d'une ligne grande vitesse Paris-Lyon ne manquera pas d'avoir un formidable impact sur les perspectives de développement du bassin montluçonnais.

A la lumière de ces enjeux considérables pour l'avenir de notre territoire, j'ai décidé d'organiser fin janvier avec le soutien de l'Etat, des chambres consulaires, des partenaires sociaux et de nombreux acteurs économiques, une table ronde destinée à mieux maîtriser ensemble les effets de la crise et à en préparer la sortie.

C'est donc en affirmant notre volonté de solidarité renforcée pour conforter le dynamisme de notre bassin que je renouvelle à toutes et à tous des vœux de bonne et heureuse année.

Daniel Dugléry,
Maire de Montluçon

